

**Caisse d'Allocations Familiales
de la Haute Garonne**
24 Rue Riquet 31046 Toulouse cedex 9

**SERVICE DE TRANSPORT POUR LES ENFANTS ET FAMILLES
USAGERS DES CENTRES SOCIAUX DE LA CAISSE
D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-GARONNE**



24 rue Riquet
31046 Toulouse Cedex 9

3230 Service gratuit
à prix appel

**Cahier des Clauses Particulières
(C.C.P.)**

Date limite de remise des offres :

17/03/2026, avant 12h00

Procédure n° EG03. 2026.MAPA



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Sommaire

Article 1- Parties contractantes	3
Article 2- Objet de l'accord-cadre	3
Article 3- Forme de procédure de l'accord-cadre.....	4
Article 4- Durée de l'accord-cadre	4
Article 5- Pièces constitutives de l'accord-cadre	4
Article 6- Modalités d'attribution – groupement de commandes.....	5
Article 7- Dispositions réglementaires	6
Article 8- Dispositions spécifiques au marché	12
Article 9- Contrôle et suivi administratif.....	13
Article 10- Dispositions diverses relatives au candidat.....	13
Article 11- Régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire.....	14
11.1 Vérification périodique de la régularité de la situation du Titulaire :	14
11.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées :	15
11.3 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail :	16
11.4 Assurance responsabilité civile et professionnelle :	17
11.5 Interlocuteur unique :	17
11.6 Protection des données à caractère personnel :	17
11.7 Personnel :	18
11.8 Sécurité sanitaire du personnel et des usagers :	18
Article 12- Suivi annuel de la prestation	19
Article 13- Modalités de passation de commandes.....	19
13.1 Passation des commandes :	19
13.2 Annulation ou modification de commande :	20
13.3 Constatation de l'exécution des prestations et décisions après vérification :	20
Article 14- Modalités d'établissement des prix	21
14.1 Détermination des prix :	21
14.2 Révision des prix :	21
14.3 Clause de sauvegarde :	22
14.4 Clause de réexamen :	22
Article 15- Modalités de règlement	23
Article 16- Modifications du contrat en cours d'exécution	24
Article 17- Clause de financement	24
Article 18- Pénalités	25
Article 19- Résiliation	25
Article 20- Litige.....	26
Article 21- Dérogation au CCAG.....	26

Article 1- Parties contractantes

Les parties concernées sont :

D'une part, la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Garonne, représentée par son Directeur Monsieur Jean-Charles PITEAU, et désignée dans le présent document par l'expression « l'Organisme »,

d'autre part, la société prestataire du présent marché, désignée dans le présent document par l'expression « le Titulaire ».

Le pouvoir adjudicateur est le Directeur de la Caisse d'Allocations familiales, Monsieur Jean-Charles PITEAU. Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de la Caisse d'Allocations Familiales, Madame Céline FOURCADE.

Article 2- Objet de l'accord-cadre

L'objet de la présente consultation concerne la désignation d'une société pouvant assurer le service de transport de groupes d'enfants mineurs ou de familles usagers des centres sociaux de la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Garonne, à destination de divers lieux d'activités et de loisirs.

La demande de l'Organisme porte sur deux types de transports :

- Transport aller et retour dans la journée ou la demi-journée dans un rayon de 200 km autour de Toulouse :
 - ✓ Sorties de proximité : enfants et leurs accompagnateurs.
 - ✓ Sorties familles : enfants et leurs familles.
- Transport aller et retour pour des sorties de plusieurs jours avec un autocar à disposition ou en simple transfert (possibilité le week-end) :
 - ✓ Camps de vacances : enfants et leurs accompagnateurs.

Les sites concernés par les présentes prestations sont les suivants :

Site :	Adresse :
Centre social de Reynerie	15 Place Andrée Abbal, 31100 Toulouse
Centre social des Izards	1 Place Micoulaud, 31200 Toulouse

A titre indicatif et sans engagement de l'Organisme, il est communiqué ci-après le bilan des sorties réalisées entre 2022 et 2025.

Ce volume est estimatif et non contractuel. De ce fait, il n'engage aucunement l'Organisme. Les transports se font tout au long de l'année avec des pics sur les mois de juin, juillet et octobre.

Nombre total de sorties :	85
Nombre total de km parcourus sur la période :	14857
Nombre moyen de km :	354

Amplitude	Nombre de voyages
De 10 à 99 kms	26
De 100 à 199 kms	28
De 200 à 450 kms	30

A noter qu'il ne pourra être donné un planning prévisionnel des sorties au Titulaire.

Article 3- Forme de procédure de l'accord-cadre

Le présent marché est passé selon l'article suivant du Code de la Commande Publique (CCP) :

- R 2123-1 : recours à une procédure adaptée en raison du montant et de l'objet de la présente consultation. Il se réfère aux stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, exception faite des dérogations précisées au présent document.

Conformément à l'article L2125-1 du CCP, l'exécution se fera sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, sans montant minimum mais avec un montant maximum de **50 000 € HT** sur sa durée totale (48 mois).

Le volume indiqué au Décompte Quantitatif Estimatif (DQE) est une estimation au regard des consommations sur les 3 dernières années sans valeur contractuelle. L'Organisme, qui n'est soumis à aucune obligation de commande minimale, ni aucun rythme de commande, commandera uniquement les quantités nécessaires à ses besoins.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

Article 4- Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre prend effet à compter de la date de réception de la notification d'accord. Cette réception se réalisera par notification via la plate-forme acheteur **PLACE**.

L'accord-cadre est conclu pour une durée de douze (**12**) mois, renouvelable trois (**3**) fois de manière tacite dans la limite d'une durée totale de quarante-huit (**48**) mois. En cas de reconduction tacite, le Titulaire ne pourra s'y opposer.

Si l'Organisme, décide de ne pas renouveler l'accord-cadre, le Titulaire en sera informé dans un délai de 2 mois avant la date d'anniversaire du marché (date de la notification).

L'Organisme pourra émettre des bons de commande pendant toute la durée de l'accord-cadre. Cependant, l'exécution des prestations commandées avant terme peut s'achever au-delà de la période de validité de l'accord-cadre pour répondre à un besoin spécifique. L'exécution du bon de commande ne pourra pas excéder 3 mois, à compter de la date d'échéance de l'accord-cadre.

Article 5- Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont des pièces générales et des pièces particulières.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives de l'accord-cadre, sont réputées connues du Titulaire.

Par dérogation à l'article 4 du Cahier des Clauses Administratives Générales de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS), les pièces constitutives de l'accord-cadre prévalent, en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessous.

Les pièces particulières sont :

- L'Acte d'Engagement **(A.E.)**.
- Le présent Cahier des Clauses Particulières **(C.C.P.)**.
- Le Règlement de Consultation **(R.C.)**.
- Le cadre de réponse technique.
- Le Bordereau de Prix Unitaires **(B.P.U.)** à compléter et signer.
- Le Détail Quantitatif Estimatif **(D.Q.E.)** à compléter et signer.
- Les formulaires **DC1 et DC2**, et **DC4** en cas de sous-traitance, à compléter.

Le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des clauses énumérées au sein de ce document. Le silence gardé vaut acceptation de l'ensemble de ces dispositions. De même, toute clause présente dans les conditions générales ou tout autre document présenté contraire au présent document, seront non avenus.

Le présent marché est également constitué des pièces générales suivantes :

- L'arrêté du 16 juin 2008, modifié par l'arrêté du 19 juillet 2018, portant réglementation sur les marchés passés par les Organismes de Sécurité Sociale,
- Le Code de la commande publique,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés de services et de fournitures courantes (CCAG/FSC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- La réglementation et les normes qui s'imposent au vu de la prestation.

Cette liste n'est pas exhaustive, le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation ayant trait à sa profession ainsi que les règles du code du travail.

Les documents applicables, non joints au présent dossier, sont ceux en vigueur le premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

Article 6- Modalités d'attribution – groupement de commandes

Dans le cadre de la consultation, le candidat a la possibilité de se positionner en co-traitance. Cette co-traitance peut prendre deux formes :

- Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre public.

Chaque co-traitant est responsable uniquement des prestations qui lui sont attribuées. Dans le cadre de ce type de groupement, il est souhaité que l'opérateur économique désigné comme mandataire soit solidaire.

Concernant le règlement financier, les sommes sont versées soit sur le compte du mandataire (qui aura à charge de payer son ou ses co-traitants), soit sur les comptes distincts de chaque co-traitant si les prestations sont individualisables.

- Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre public.

Dans ce cas, chaque entreprise est solidairement engagée et en cas de difficulté d'exécution, peut être amenée à pallier la défaillance de l'un des partenaires.

L'un des opérateurs économiques membres du groupement est désigné comme mandataire.

Concernant le règlement financier les sommes sont versées à chacun des cotraitants.

Pour la présentation d'une candidature ou d'une offre, l'Organisme n'impose pas de forme juridique pour la constitution d'un groupement d'opérateurs économiques.

Dans les deux formes de groupements mentionnées ci-dessus, l'un des opérateurs économiques membres du groupement est désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'Organisme et coordonne les prestations des membres du groupement.

Dans la candidature, chaque membre doit fournir la justification de ses qualités et capacités demandées ci-dessous. Les candidatures et les offres sont présentées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Si le groupement est attributaire de l'accord-cadre, le mandataire devra fournir les documents prouvant son habilitation à représenter le groupement.

Sans préjudice de l'article L. 2141-13 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature de l'accord-cadre public, sauf dans les cas prévus à l'article R2142-26 du même code.

Il est à noter que l'Organisme se réserve le droit de demander à tout moment la communication de la convention constitutive du groupement. Chaque entreprise faisant partie du groupement énumère la totalité des autres entreprises qui le constituent, aux fins d'éviter la méconnaissance de l'ensemble des entités du groupement par l'un de ses constituants.

Le soumissionnaire prendra note de l'interdiction de se présenter en candidat unique et groupé à la fois. De plus, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même accord-cadre public.

Article 7- Dispositions réglementaires

Le Titulaire s'engage premièrement à ce que chaque conducteur prenne connaissance de l'adresse exacte et des modalités d'accès au lieu de destination (exemple : accès en centre-ville, place, village, parkings ou emplacements destinés aux bus...etc.), et à respecter la réglementation en vigueur :

- L'Arrêté du 22 novembre 2018 modifiant l'arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun de personnes ;

- Le décret du 9 juillet 2003 relatif à l'extension de l'obligation du port de la ceinture de sécurité aux occupants des autocars, articles R412-1 et R412-2 du code de la route,
- L'Arrêté du 28 décembre 2011, modifié par l'arrêté du 2 avril 2012 relatif aux titres administratifs et aux documents de contrôle pour l'exercice des activités de transport public routier de personnes ;
- Les dispositions relatives au code des transports ;
- Le Guide des transports scolaires.

Les dispositions ci-dessous sont extraites des documents précités.

Documents administratifs et de contrôle

- La copie certifiée conforme de la licence de transport intérieur ;
 - L'autorisation de mise en circulation des véhicules de transport en commun de personnes prend la forme d'une attestation d'aménagement (art. R. 323-23 du code de la route et art 85 de l'arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun de personnes). L'attestation d'aménagement indique toutes les conditions particulières auxquelles est subordonné le transport de personnes. Elle comporte notamment le nombre maximum de passagers assis, et le cas échéant, debout.
 - Le permis de conduire et carte professionnelle du conducteur ;
 - Le certificat d'immatriculation ;
 - L'attestation d'assurance ;
 - L'enregistrement du chronotachygraphe ;
- Pour les services occasionnels, le billet collectif et le document remis par l'employeur valant ordre de mission, et, pour les autres services, les billets individuels.

Règles de sécurité au transport en commun

<p>Issues de secours Nombre : Art 19 arrêté du 2 juillet 1982 Emplacement : Art 20 arrêté du 2 juillet 1982 Dimensions : Art 21 arrêté du 2 juillet 1982 Prescriptions techniques : Art 22 et 23 arrêtés du 2 juillet 1982 Inscriptions : Art 24 arrêté du 2 juillet 1982 Information concernant les règles de sécurité à bord et les consignes d'évacuation A partir du 1er janvier 2022 : Art. L. 3116-8 du code des transports</p>	<p>Le véhicule doit comporter un nombre minimal d'issues de secours en fonction de sa capacité.</p> <table border="1" data-bbox="708 1406 1024 1630"> <thead> <tr> <th>Nombre de places (non compris le conducteur)</th><th>Nombre total d'issues (non compris les trappes d'évacuation)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>au plus 22</td><td>1</td></tr> <tr> <td>de 23 à 60</td><td>2</td></tr> <tr> <td>de 61 à 95</td><td>3</td></tr> <tr> <td>plus de 95</td><td>4</td></tr> </tbody> </table> <p>À compter du <u>1er janvier 2022</u>, dans tous les autocars, une information concernant les règles de sécurité à bord et les consignes d'évacuation en cas d'urgence est transmise aux passagers. L'information fournie indique notamment l'emplacement, le fonctionnement et l'utilisation en cas d'urgence des issues de secours et des équipements de sécurité.</p>	Nombre de places (non compris le conducteur)	Nombre total d'issues (non compris les trappes d'évacuation)	au plus 22	1	de 23 à 60	2	de 61 à 95	3	plus de 95	4
Nombre de places (non compris le conducteur)	Nombre total d'issues (non compris les trappes d'évacuation)										
au plus 22	1										
de 23 à 60	2										
de 61 à 95	3										
plus de 95	4										
<p>Marteaux brise-vitres ou dispositif équivalent</p>	<p>Chaque fenêtre identifiée comme issue de secours doit être équipée de dispositifs destinés à briser les vitres.</p>										

Art 23 et 74 arrêtés du 2 juillet 1982	
Commandes intérieures d'ouverture des portes Art 51 arrêté du 2 juillet 1982	La porte « arrière » doit pouvoir être verrouillée et déverrouillée par une commande située à proximité de la porte et depuis le poste de conduite en cas d'absence d'accompagnateur.
Inscriptions et affichages Art 63 arrêté du 2 juillet 1982	Chaque véhicule doit afficher les prescriptions de sécurité suivantes : interdiction de parler au conducteur sans nécessité de service, nombre maximum de passagers, assis, debout, ou en fauteuil roulant, pictogramme sur le port de la ceinture, et éventuellement des consignes d'actes interdits.
Extincteur homologué « transport » Art 64 arrêté du 2 juillet 1982	Chaque véhicule est équipé d'un ou plusieurs extincteurs conformes à l'Annexe I de l'arrêté du 2 juillet 1982. Leurs emplacements doivent être visibles ou signalés pour les passagers ; au moins un extincteur sera disposé à proximité du conducteur. L'extincteur doit pouvoir être retiré facilement de son support, doit faire l'objet d'une vérification annuelle et doit être entretenu. La date limite à laquelle doit avoir lieu la prochaine vérification doit être portée sur l'extincteur, la première vérification devant intervenir au plus tard un an après la mise en circulation du véhicule.
Boîte de premiers secours Art 65 arrêté du 2 juillet 1982	Chaque autocar doit disposer d'une boîte de premiers secours dont le contenu minimum est listé *à l'annexe 10 de l'arrêté du 2 juillet 1982. Elle doit être facilement accessible et son emplacement doit être signalé. Le matériel et les produits doivent être renouvelés. Contenu des listes de secours : <ul style="list-style-type: none"> • 2 paires de gants à usage unique. • 1 masque de protection à usage unique qui permet la réalisation d'une ventilation artificielle. • 2 compresses stériles en conditionnement individuel. • 1 assortiment de pansements de différentes tailles. • 1 ruban de tissu adhésif. • 3 serviettes nettoyantes à usage unique ou 3 flacons d'antiseptique cutané en monodons. • 1 bande de gaze élastique • 1 paire de ciseaux. • 1 couverture isotherme. • Une lampe autonome par véhicule permettant de voir et d'être vu en cas d'accident dans la nuit par exemple. • Un triangle de pré signalisation à utiliser pour

	<p>prévenir les automobilistes que le véhicule est arrêté une trentaine de mètres plus loin.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un gilet réfléchissant pour le conducteur en cas de panne.
Éclairage des accès Art 67 arrêté du 2 juillet 1982	Lors de l'arrêt du véhicule en vue de la montée ou de la descente de passagers, le dispositif d'éclairage doit être allumé de jour comme de nuit.
Lampe autonome Art 68 arrêté du 2 juillet 1982	Tout autocar doit être équipé d'une lampe autonome permettant d'éclairer toute partie du véhicule accessible au regard.
Ralentisseur ou dispositif équivalent Art 37 arrêté du 2 juillet 1982	Les véhicules dont le poids total autorisé en charge excède 4 tonnes appelés à circuler dans les zones à relief difficile ou accidentées doivent être munis, outre le système de freinage réglementaire, d'un dispositif indépendant pouvant être un ralentisseur ou un dispositif reconnu équivalent
Dispositif antidérapant Art 70 arrêté du 2 juillet 1982	Tout véhicule circulant sur des routes verglacées ou enneigées doit être doté des dispositifs antidérapants appropriés.
Ethylotest anti-démarrage Art 70bis et 75bis arrêté du 2 juillet 1982	Dispositif qui oblige le conducteur à réaliser un contrôle d'alcoolémie pour pouvoir démarrer le véhicule. A noter que <u>depuis le 01/09/2015</u> , l'ensemble des autocars doit en être équipé.
Ceintures de Sécurité Art 70 ter arrêté du 2 juillet 1982	Leur présence et leur utilisation sont obligatoires dans tous les autocars.
Limitateur de vitesse Articles L.317-1, R.317-6 et R.317-6-1 du code de la route	Les véhicules de transport en commun de personnes doivent être construits ou équipés de telle manière à ce que leur vitesse maximale ne puisse dépasser 100km/h.
Chronotachygraphe Articles R. 317-2, R. 317- 3 et R. 317-4 du code de la route	Le chronotachygraphe est un outil qui permet notamment de contrôler le respect de la réglementation relative aux temps de conduite et de repos. Cette obligation ne concerne que les services réguliers dont le parcours de la ligne dépasse 50 km.
Équipements GPS Art. L. 3116-6 du code des transports	Un GPS est un dispositif d'information sur la circulation, fixe ou amovible, permettant de signaler la présence d'un passage à niveau sur l'itinéraire emprunté. Les équipements GPS doivent être utilisés notamment les véhicules utilisés pour des déplacements ponctuels (pour une sortie scolaire par exemple). Cette obligation ne s'applique pas dans le cadre d'un service régulier public.
Accès PMR Art 45 loi du 11 Février 2005 sur l'égalité des chances	La chaîne du déplacement qui comprend (...) les systèmes de transport, est organisée pour permettre son accessibilité dans sa totalité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite.

	Dans un délai de dix ans à compter de la date de publication de la présente loi, les services de transport collectif devront être accessibles aux personnes handicapées et à mobilité réduite.
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Éléments de sécurité spécifiques au transport en commun d'enfants.

- **Usage des strapontins**

L'usage de strapontins permettant aux passagers de s'asseoir est interdit dans les véhicules de transport en commun de personnes (art. 72 de l'arrêté du 2 juillet 1982). Cependant, les sièges à assise relevable et équipés de ceinture de sécurité qui se trouvent dans l'emplacement destiné aux personnes à mobilité réduite (PMR) ne sont pas considérés comme des strapontins. À ce titre, ils peuvent être utilisés dans le cadre du transport d'enfants.

- **Pictogrammes transport d'enfant :**

Ils sont obligatoires à l'avant et à l'arrière du véhicule, et placés de façon apparente lors des transports en commun d'enfants.

- **Utilisation obligatoire du signal de détresse :**

Son utilisation est obligatoire lors de la montée ou de la descente des enfants.

Contrôles :

Les modalités des contrôles techniques périodiques des véhicules de transport en commun sont définies par l'arrêté du 27 juillet 2004 modifié relatif au contrôle technique des véhicules lourds.

Les visites techniques périodiques sont renouvelées tous les 6 mois (art. R. 323-23 du code de la route et art.86 de l'arrêté du 2 juillet 1982 modifié).

Chaque véhicule doit être muni d'un carnet d'entretien. En outre, le titulaire doit mettre à disposition du conducteur un registre de signalement des défauts constatés sur le véhicule ou tout autre support qui permet d'assurer le suivi de ces informations (article 62 de l'arrêté du 2 juillet 1982 modifié).

Conditions générales d'exercice

- **Permis de conduire :**

La conduite des véhicules de transport en commun de personnes de plus de 9 places, conducteur compris, est subordonnée à la détention d'un permis de conduire de catégorie D voire D1, dans les conditions réglementaires en vigueur.

- **Téléphone au volant :**

L'article R. 412-6-1 du code de la route précise que l'utilisation du téléphone tenu en main, qu'il s'agisse d'un appel à l'oreille ou d'un SMS est interdit pour tout conducteur d'un véhicule en circulation (moteur allumé, y compris à l'arrêt). Il en va de même pour le port à l'oreille de tout dispositif susceptible d'émettre du son (oreillette, écouteurs, casque, ...), à l'exception des correcteurs de surdité.

Temps de conduite :

Le titulaire respectera les normes liées au temps de conduite et de repos.

Etapes de vérification au départ et à l'issue du transport :

Avant le départ, le conducteur :

- Vérifie, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, l'état du véhicule, le bon fonctionnement des assistances, accessoires et feux de signalisation, de même que le bon fonctionnement des dispositifs spécifiques à l'accessibilité ;
- Vérifie la validité et la compatibilité des appareils et supports d'enregistrement ;
- Effectue les essais de frein et contrôle les niveaux ;
- Vérifie la présence des dispositifs de sécurité (cf article 60 bis de l'arrêté du 2 juillet 1982) ;
- Veille à la présence et au fonctionnement des pictogrammes « transports d'enfants » ;
- S'assure, avant le départ du véhicule resté en stationnement sur une aire d'embarquement qu'aucun enfant n'est menacé par les manœuvres qu'il devra effectuer pour en partir ;
- Attend l'installation des enfants avant de démarrer.

Pendant le service, le conducteur :

- S'assure du fonctionnement correct du véhicule et surveille les indicateurs du tableau de bord ;
- Respecte scrupuleusement l'itinéraire et les arrêts du service ;
- Veille à l'utilisation du signal de détresse à chaque point d'arrêt ;
- Evite toute manœuvre ou marche arrière avant la prise en charge des élèves ;
- N'ouvre pas les portes de son véhicule avant l'arrêt total de celui-ci ;
- Est attentif à la montée et la descente des élèves aux différents points d'arrêts (notamment quand les enfants présentent un handicap permanent ou temporaire) ;
- Vérifie qu'il n'y a pas de surnombre ;
- S'assure, avant de remettre en marche son véhicule, que les portes sont bien fermées, qu'il peut démarrer sans danger pour les élèves descendus et notamment qu'aucun d'entre eux ne cherche à traverser devant son véhicule ;
- Rappelle aux enfants qu'ils doivent rester assis à leurs sièges jusqu'à l'arrêt du véhicule ;
- Le cas échéant, rappelle l'obligation du port de la ceinture de sécurité ;
- En cas de danger, prend les mesures qui s'imposent (éventuellement l'arrêt immédiat) ;
- En cas d'arrêt prolongé du véhicule, emploie de façon adaptée les mesures de protection afin d'assurer la parfaite sécurité des personnes (art. 77 de l'arrêté du 2 juillet 1982 modifié) et notamment la mise en marche des feux de détresse et la pose du triangle de pré signalisation (lui-même devra revêtir le gilet de sécurité).

À l'issue du service, le conducteur :

- Inspecte systématiquement le véhicule pour s'assurer qu'aucun enfant n'est resté à bord
- Vérifie l'état général intérieur et extérieur du véhicule ;
- Remplit le registre de signalement des déficiences constatées sur les véhicules mis à la disposition des conducteurs par l'entreprise (art. 62 de l'arrêté du 2 juillet 1982 modifié) ;
- Signale les anomalies constatées lors de l'exécution du service, y compris tout élément matériel ou non qui présente un danger.

Formation des conducteurs

Les conducteurs devront à minima avoir réalisé les formations suivantes :

- Formation initiale minimale obligatoire (FIMO), d'une durée de 140 heures (après le permis de conduire transport en commun), doit assurer au conducteur les bases du

professionnalisme nécessaire, tant au regard des conditions générales de l'exercice du métier que des conditions particulières de sécurité.

- Formation continue obligatoire (FCO), d'une durée de 35 heures, dispensée dans les 5 ans qui suivent la formation initiale puis renouvelée tous les 5 ans visant à une remise à jour des connaissances.

Aptitude médicale à la conduite

Tout conducteur de véhicules de transport en commun de personnes ne pourra pratiquer l'activité qu'après avoir satisfait à une visite médicale d'aptitude à la conduite régulièrement renouvelée (art. R. 221-10 du code de la route).

La périodicité de cette visite médicale est **quinquennale** pour les conducteurs, âgés de moins de soixante ans, et **annuelle** au-delà.

Dispositions développement durable :

La demande de transport fourni à l'Organisme devra indiquer l'empreinte carbone du véhicule utilisé pour le trajet en question, conformément à l'article L1431-3 du code des transports et la partie réglementaire du code de l'environnement.

Article 8- Dispositions spécifiques au marché

Dispositions spéciales concernant le public équipements :

Il est à rappeler que le public transporté est composé d'adultes et d'enfants mineurs pouvant avoir moins de 10 ans et éventuellement porteurs d'un handicap nécessitant une facilité d'accès au transport.

Ces transports ont lieu de toute l'année et notamment en été. A ce titre, il est donc souhaité que les véhicules disposent :

- D'un dispositif de **climatisation** ;
- **De rideaux** aux fenêtres, de **porte-bagages** au-dessus des sièges et de **soutes suffisamment spacieuses** ;
- **De moyens d'accès pour les personnes à mobilités réduite** ;
- **D'une alternative liée au port de la ceinture non adaptée pour certaines morphologies** ;
- **Des micros**.
- **D'un dispositif répondant à des** préoccupations **environnementales** par l'utilisation de biocarburants.

Dispositions spéciales concernant le trajet :

- Les conducteurs sont tenus au **respect des horaires** prévus. Il est souhaité la mise à disposition du véhicule 15 minutes avant l'heure de départ prévue ;
- Il est impératif que **le trajet soit reconnu avant la date de la sortie**, par tout moyen à disposition.

Spécifications demandées par l'Organisme :

- La société doit soumettre un **sondage après chaque sortie** au responsable Caf de la sortie. Ce document fera office **d'attestation de service fait afin de déclencher la facturation**.

- La société s'engage à fournir tous les **renseignements techniques** qui lui seraient demandés.

Evolution réglementaire et modification du sondage qualité :

Il est souhaité que le Titulaire communique à l'Organisme l'évolution réglementaire relative au transport en termes de sécurité et d'environnement mais également tout **document prouvant sa démarche environnementale**. Le Titulaire pourra également procéder à des améliorations sur le sondage qualité.

Article 9- Contrôle et suivi administratif

Dans la limite du respect de la protection de données et de la réglementation, l'Organisme se réserve le droit de demander la communication des documents, rapports, ou attestations indiquées à l'article 6 susvisé.

Article 10- Dispositions diverses relatives au candidat

- Modalités de sous-traitance :

Conformément aux articles R2393-24 et suivants du code de la commande publique, le Titulaire peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution, à conditions d'avoir obtenu de l'Organisme l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet à l'Organisme une déclaration de sous-traitance (**formulaire DC4**), mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitée précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités,
- lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement de ces sommes.

Le Titulaire transmet à l'Organisme la déclaration de sous-traitance au moins 10 jours avant la date d'exécution de l'opération par le sous-traitant. Le silence de l'Organisme gardé pendant 21 jours à compter de la réception des documents susmentionnés, vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre du prestataire, la notification de l'accord-cadre emporte acceptation de sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le Titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont l'accord-cadre a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Dans tous les cas, le Titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de l'Organisme des prestations sous-traitées.

- Changement dans la situation du Titulaire :

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Organisme, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- à son relevé d'identité bancaire.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Organisme.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une photocopie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc), ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert. Le nouveau Titulaire doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité du marché. L'Organisme vérifie qu'il en dispose les moyens financiers et techniques.

- **Redressement ou liquidation judiciaire :**

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire. Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié à l'Organisme par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. L'Organisme adresse à l'administrateur ou liquidateur une mise en demeure, lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois, à compter de l'envoi de cette mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci par l'administrateur ou le liquidateur.

Article 11- Régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire

11.1 Vérification périodique de la régularité de la situation du Titulaire :

En application du code de la commande publique, dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D 8222-5 du code du travail, la personne publique se fait remettre, par le Titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'Organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le Titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le Titulaire devra adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents cités ci-dessus, à la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Garonne, en recommandé avec accusé de réception.

11.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées :

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, dans les cas suivants :

- a) en cas de non remise des documents mentionnés à l'article ci-dessus,
- b) en cas d'absence de régularisation de sa situation irrégulière à la suite du signalement par un agent de contrôle auprès de la personne publique,

La personne publique peut soit :

- Appliquer les pénalités prévues à l'article L.8222-6 du Code du travail, dont le montant est fixé à 5% du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail,
- Résilier par courrier recommandé avec avis de réception, le présent accord-cadre, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

Dans le cas a), une mise en demeure est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle est assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, à compter de la date de sa notification. A défaut de fourniture des documents, la personne publique prend une décision de résiliation dont la date est précisée dans le courrier de résiliation, ou applique les pénalités.

Dans le cas b), la procédure suivie est celle décrite à l'article L.8222-6 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont spontanément déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à sa disposition par la Caf 31, gratuitement, à l'adresse suivante <https://www/e-attestations>

→ **Modalités d'inscription à la plateforme e-attestations :**

1-Le titulaire du présent accord-cadre communiquera les coordonnées de l'intervenant administratif en charge du dépôt des documents dès la signature du présent marché et devra procéder à la mise à jour des documents à chaque alerte reçue de la plateforme e-attestations.

2- L'Organisme créera le compte au nom de la société titulaire du marché.

3-L'intervenant référencé recevra un mail d'inscription permettant d'activer ce compte. Vigilance : ce courriel peut tomber dans les SPAMS.

En cas de non remise par le Titulaire des documents mentionnés ci-dessus ou d'absence de régularisation de sa situation irrégulière, l'Organisme a la possibilité de, soit :

- a) Appliquer les pénalités prévues à l'article L.8222-6 du Code du travail, dont le montant est fixé à 5% du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail ;
- b) Résilier le présent marché aux torts exclusifs et frais et risque du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Une mise en demeure est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle est assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, à compter de la date de sa notification. A défaut de fourniture des documents, la personne publique prend une décision de résiliation dont la date est précisée dans le courrier de résiliation, ou applique les pénalités. Dans le cas b), la procédure

11.3 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail :

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le Titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

En signant l'acte d'engagement du présent marché, le Titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur les sites du respect des obligations

et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par la personne publique.

11.4 Assurance responsabilité civile et professionnelle :

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le Titulaire doit contracter une assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Organisme et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

A compter de la notification du marché, le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour produire une copie d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Cette attestation est à transmettre à l'Organisme chaque année, et ce, pendant toute la durée du présent marché. La non-production de ce document dans les délais susvisés expose le Titulaire à des pénalités.

Le Titulaire est responsable de toutes dégradations de quelque nature que ce soit, pertes ou vols occasionnés par ses salariés, concernant les équipements de l'Organisme (mobiliers et immobiliers), au cours d'une intervention sur site.

Si le sinistre est pris en charge par l'assurance du Titulaire, le coût total des réparations devra être intégralement réglé, sans qu'aucune avance ni franchise ne puisse être réclamée à l'Organisme.

Quel que soit le cas, toutes réparations effectuées en raison d'un fait imputable au Titulaire, ou à l'un de ses intervenants, devront être validées par l'Organisme et permettre le remplacement ou le rétablissement à l'identique dans un délai raisonnable convenu avec l'Organisme. Sans quoi, ce dernier pourra appliquer des pénalités.

11.5 Interlocuteur unique :

Le Titulaire désignera au sein de son offre le nom et les coordonnées (courriel et téléphonique) d'un interlocuteur qui assurera le suivi de la présente prestation et décrira également les moyens mis en œuvre pour rectifier des défaillances survenues au cours des prestations.

L'Organisme s'adressera à cet interlocuteur pour toute réclamation ou demande d'information portant sur le déroulement de la prestation. Il est important que cet interlocuteur soit joignable rapidement en cas de sollicitation de l'Organisme. Nous souhaitons fortement que cet interlocuteur assure un suivi continu du présent marché.

Dans l'hypothèse où cet interlocuteur ne satisferait pas l'Organisme, le Titulaire devra proposer un remplaçant, soumis préalablement à la validation de l'Organisme.

11.6 Protection des données à caractère personnel :

Il sera fait application de l'article de 5.2 du CCGA/FCS. L'Organisme reste propriétaire des supports informatiques qu'il fournit, et de tous documents de quelques natures qu'ils soient résultant de leur traitement par le Titulaire. Ce dernier est tenu au respect de la législation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel. A ce titre, il garantit l'intégrité et la sécurité des données individuelles qu'il traite ou dont il a accès, conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite Loi Informatique et Libertés, et au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

En cas de sous-traitance de certaines parties de la prestation, il sera fait application des articles L2193-1 et suivants du code de la Commande publique, nécessitant notamment la déclaration préalable du sous-traitant auprès de la Caf. Conformément à l'article 28 du règlement européen sur la protection des données, le sous-traitant doit présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de manière que le traitement réponde aux exigences du présent règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

11.7 Personnel :

Sur le sondage qualité transport, devra figurer le nom du conducteur.

Le jour du déplacement, il devra être identifiable grâce au port d'un vêtement portant son nom, le logo de la société ou la possibilité de fournir une carte professionnelle.

Il est souhaitable de rappeler que la majorité des usagers sont des mineurs. A ce titre, les conducteurs devront faire preuve d'un comportement irréprochable tant sur le plan de la décence que sur celui de la sécurité.

Le Titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre. Mais l'Organisme se réserve le droit, à tout moment et sans avoir à s'en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire.

11.8 Sécurité sanitaire du personnel et des usagers :

Afin d'assurer la meilleure sécurité sanitaire pour les usagers et le personnel, le prestataire veille, en collaboration avec les services prescripteurs de l'Organisme, à mettre en œuvre une organisation de nature à permettre le respect des mesures d'hygiène, notamment :

- Procéder au nettoyage et à la désinfection de chaque véhicule au moins une fois par jour et des points de contact si possible avant chaque voyage ;
- Prendre des mesures spécifiques pour les conducteurs (dotations pour le nettoyage des volants, mise à disposition de solution hydroalcoolique, etc.) ;
- Prendre toutes dispositions adaptées pour protéger le conducteur d'une contamination ;
- Optimiser les systèmes de placement de façon à assurer autant que possible la distanciation physique entre passagers ;
- Optimiser la gestion des flux en entrée et en sortie afin de préserver la distanciation physique (si possible prévoir une entrée et une sortie distinctes) ;
- Sauf impossibilité technique, mettre en œuvre une ouverture automatique des portières ;
- Vérifier le bon fonctionnement des systèmes de climatisation et de ventilation.

En outre, il incombe au prestataire de :

- Procéder à l'évaluation des risques encourus dans l'exercice de ses missions, et de déterminer les mesures de prévention les plus pertinentes ;
- Solliciter le service de médecine du travail qui a pour mission de conseiller les employeurs, les travailleurs et leurs représentants et, à ce titre, de préconiser toute information utile sur les mesures de protection efficaces, la mise en œuvre des « gestes barrière » ;
- Respecter et faire respecter les gestes barrière recommandés par les autorités sanitaires.

Article 12- Suivi annuel de la prestation

Afin d'assurer le suivi le plus qualitatif possible, un bilan annuel est établi faisant apparaître les éléments suivants :

- Le bilan de la réalisation des prestations,
- La cohérence ou les manquements dans la qualité de prestation effectuée par le Titulaire,
- La mise en œuvre des moyens de corrections nécessaires et les délais pour les mettre en œuvre,
- Un descriptif de l'état des véhicules,
- Les formations éventuelles dispensées aux conducteurs,
- L'exposé des évolutions réglementaires en termes de sécurité et des avancées environnementales.

Ce bilan pourra être assorti d'une rencontre annuelle entre le Titulaire et un représentant de l'Organisme.

Article 13- Modalités de passation de commandes

13.1 Passation des commandes :

De manière générale, au fur et mesure de ses besoins, l'Organisme adresse ses demandes de réservation de transport via l'émission d'un bon de commande, adressé au Titulaire ou au mandataire du groupement en cas de cotraitance.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part. Par ailleurs, en cas de période de fermeture annuelle, il est tenu d'en informer l'Organisme.

Ces bons de commande porteront les mentions suivantes :

- La référence de l'accord-cadre attribuée par l'Organisme,
- le numéro du bon de commande,
- les coordonnées du Titulaire,
- les coordonnées de la personne qui passe commande,
- la date d'émission du bon de commande,
- l'adresse de la destination,
- la date de la sortie,
- le montant unitaire en € HT et TTC du bon de commande,
- l'adresse de facturation.

La procédure de réservation de transport est la suivante :

- 1- Sous minimum 8 jours calendaires qui précèdent la date de la sortie, l'Organisme transmet au prestataire, par mail avec accusé de réception, le fichier « **Demande de transport** », en détaillant la demande de la réservation dans la partie « *A compléter par le demandeur* ».
- 2- Sous 1 jour ouvré à compter de la date de réception de la « **Demande de transport** », le prestataire retourne à l'Organisme par mail ce document, complété par le numéro du **devis** et le coût de la réservation, dans la partie « *A compléter par le transporteur* ».
- 3- L'Organisme vérifie le devis, au regard des kilométrages prévus pour la sortie. Les sites Internet www.mappy.fr ou www.viamichelin.com serviront de référence, sachant qu'une marge sera prise en compte en fonction du type de véhicule. Si toutes les données sont

cohérentes, l'Organisme valide alors le devis par l'émission d'un **bon de commande** adressé par mail, avec accusé de réception au prestataire.

Pour les séjours avec autocar à disposition, le logement et les repas sont à la charge du Titulaire. Si une réservation d'hôtel par nos services est nécessaire, il doit le préciser dans le devis. La facture devra obligatoirement être conforme au devis émis par la société.

13.2 Annulation ou modification de commande :

L'Organisme se réserve le droit d'annuler une réservation de transport, ou de modifier la destination et/ou l'horaire initialement prévu, en respectant un délai de prévenance de 2 jours calendaires avant la date de la sortie initialement prévue. En cas de non-respect de ce délai, le titulaire sera en droit de facturer la sortie initialement prévue.

S'il est proposé dans l'offre du titulaire un délai de prévenance inférieur à celui indiqué ci-dessus, alors c'est celui-ci qui s'applique.

Si la modification porte sur un changement de trajet et/ou d'horaire, l'Organisme procède à une nouvelle demande de transport adressée au Titulaire, selon la procédure de réservation décrite précédemment.

On entend par heures ouvrées les heures se situant dans la période de 8h00 à 17h30, les jours ouvrés (du lundi au vendredi, exception faite des jours fériés).

13.3 Constatation de l'exécution des prestations et décisions après vérification :

A l'issue de chaque sortie, le responsable Caf de la sortie vérifie la conformité de la prestation en complétant la « **Fiche de sondage** ». Ce sondage recense les points positifs et les manquements constatés lors du déplacement.

L'Organisme sera particulièrement attentif aux points suivants :

- Connaissance de l'itinéraire,
- Respect des horaires prévus,
- Comportement du chauffeur,
- Conduite du chauffeur,
- Propreté intérieure de l'autocar,
- Équipement de l'autocar,
- Respect des dispositifs de sécurité (port de ceinture...),
- Présence de GPS,
- Présence de système de climatisation,
- Accessibilité des soutes à bagages,
- État des rideaux.

En cas **de difficulté** dans l'exécution des prestations, l'Organisme se réserve le droit d'établir une mise au point avec le Titulaire, formalisée par un écrit (échanges de mails et/ou compte-rendu de réunion) et comportant sur les éléments suivants :

- Le bilan de la réalisation des prestations,
- La cohérence ou les manquements dans la qualité de prestation,
- La mise en œuvre des moyens de corrections nécessaires,
- Les délais fixés pour permettre au titulaire de remédier à la défaillance constatée.

A l'issue de cette mise au point, le Titulaire sera invité à proposer des solutions pour remédier aux manquements éventuels pour le trajet suivant.

A défaut des corrections proposées lors du prochain déplacement, il sera alors fait application des pénalités décrite au présent document. L'application répétée de pénalités entraînera la résiliation de l'accord-cadre.

La réception définitive des prestations, objet du bon de commande, sera actée par la mention « *Bon à payer* » sur la facture associée.

De plus, l'Organisme sera vigilant sur la correspondance entre la capacité du véhicule souhaité et le bus mis à disposition par le titulaire.

Aussi, tout manquement lié à des règles de sécurité et de comportement du personnel entraînera la résiliation pure et simple du présent marché.

Article 14- Modalités d'établissement des prix

14.1 Détermination des prix :

Les prestations faisant l'objet du présent contrat seront réglées par des prix unitaires, tels qu'ils figurent dans le bordereau de prix du Titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la réalisation de l'accord-cadre, à savoir, sans que la liste ne soit exhaustive, le coût du personnel, des déplacements et de la logistique.

Le Titulaire certifie que les prix stipulés dans son offre financière n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir à l'Organisme toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation applicable à la date d'encaissement ou de débit selon l'option du fournisseur.

A la date de signature du marché, la TVA est applicable selon la nature de la prestation réalisée.

14.2 Révision des prix :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" (mois Mo). Les prix sont fermes pendant la première année du marché. Ensuite, ils pourront être révisés à chaque échéance de reconduction annuelle du marché. Le titulaire informe l'Organisme de la révision par mail ou par courrier au moins 1 mois avant la date d'anniversaire du marché, accompagné de la mise à jour des prix avec mention et application de la formule de révision (mentionnée ci-dessous) et l'indice utilisé.

Il sera fait application de la formule de révision suivante :

$$P = P_o (0.4(S/S_o) + 0.32(G/G_o) + 0.2(M/M_o) + 0.08(R/R_o))$$

Dans laquelle :

- **P** est le prix unitaire après révision,
- **P_o** est le prix d'origine pour la première révision, prix précédent pour les révisions suivantes,

- **S** est l'indice INSEE Taux de salaire horaire des ouvriers transports et entreposage : identifiant 010562766. L'indice ferme sera retenu.
- **G** est l'indice INSEE Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine – Gazole : identifiant : 001764283, L'indice ferme sera retenu.
- **M** est l'indice INSEE Prix de l'offre intérieure des produits industriels - CPF 29.10 - autobus et autocars : identifiant 010764838, base 2021, L'indice ferme sera retenu.
- **R** est l'indice INSEE Prix à la consommation - entretien et réparation des véhicules : identifiant 001763660. L'indice ferme sera retenu.

Par dérogation, le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur lorsque la quatrième décimale sera égale ou supérieure à 5, et au millième inférieur dans le cas contraire.

En cas de disparition de l'index présentement choisi, et si un nouvel index était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, le prix se trouverait de plein droit indexé sur ce nouvel index. Dans le cas où aucun indice de remplacement ne serait publié, les Parties s'efforceront à lui substituer un indice le plus proche possible de celui disparu et de l'esprit que les Parties lui avaient attribué, auquel cas le nouvel indice serait substitué par voie d'avenant.

Dans le cas d'une variation de prix abusive ou non conforme aux réalités du marché ou aux prix pratiqués par la concurrence, l'organisme se réserve le droit de résilier sans indemnité et sans recours la partie non exécutée du contrat à la date de notification du nouveau bordereau de prix.

14.3 Clause de sauvegarde :

L'Organisme se réserve le droit de résilier unilatéralement et sans indemnités l'accord-cadre, conformément au présent document, si la révision des prix entraîne une augmentation de plus de 5 % des tarifs énoncés dans le bordereau de prix initial, et ce, sans justifications probantes, à compter de la notification de l'accord-cadre pour le premier renouvellement et à chacun des renouvellements pour les périodes suivantes.

14.4 Clause de réexamen :

• Champs d'application de la clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, et par dérogation à l'article 25 du CCAG/FCS, le présent marché pourra être modifié en raison de l'augmentation des coûts résultant de circonstances extérieures que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché :

- Fermeture des Centres sociaux ;
- Disparition du besoin ;
- Intégration d'un nouveau site nécessitant ce besoin de manière pérenne.

La clause initiale de variation des prix pourra être modifiée en cours d'exécution si celle-ci est jugée inadaptée à l'évolution économique susvisée. La formule de révision des prix pourra être redéfinie ou suspendue au profit de nouveaux tarifs. La fréquence de révision des prix pourra être modifiée afin de tenir compte de la volatilité des prix.

- **Modalités d'application de la clause de réexamen**

Les modifications susvisées s'appliquent sous réserve qu'il soit démontré le lien entre la hausse des charges supplémentaires extracontractuelles et l'évolution des coûts de la prestation, au-delà des aléas économiques fréquents auxquels est soumis le segment d'achat de la prestation objet du marché.

Le Titulaire transmet un mémoire assorti de pièces comptables permettant de justifier la hausse des prix ou les difficultés d'approvisionnement, ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire, au regard de l'équilibre initial du contrat. En cas de modification technique, le Titulaire présente le nouveau matériau de substitution proposé, un nouveau planning ou le cas échéant, les nouveaux délais d'exécution.

Le cas échéant, les modifications et les modalités de prise en charge temporaires, totales ou partielles, des surcoûts directement induits, acceptées par les parties, sont formalisées par voie d'avenant d'une durée maximale de 1 an.

A l'issue de cette période, les parties se rencontrent et conviennent de revoir le dispositif contractuel.

Article 15- Modalités de règlement

Le paiement ne s'effectuera que pour les prestations réellement exécutées. **La réception de la « Fiche de sondage » et la mention « bon à payer » sur la facture associée attesteront du service fait et conditionneront le paiement.**

Le mode de règlement est le virement au compte ouvert au nom du Titulaire, figurant dans son offre. L'unité monétaire retenue est l'Euro.

Il sera fait application l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique :

- Le délai global de paiement est de 30 jours.
- En cas d'intérêts moratoires, sera appliqué le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les paiements sont effectués suivant les règles de la Comptabilité Publique dans les conditions prévues par les décrets susvisés. Le comptable assignataire est l'Agent Comptable de la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Garonne.

Les factures sont adressées par voie dématérialisée, prioritairement via **Chorus Pro**, ou par mail à l'adresse suivante : budget-facturation@caf31.caf.fr

Les stipulations du présent marché s'appliquent, sans exception ni réserve, à l'ensemble des liens et services qui seront mis en service durant la période d'exécution dudit contrat.

Les factures porteront toutes, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La référence de l'accord-cadre et numéro du bon de commande ;
- L'adresse d'exécution ;
- Les jours et horaires d'exécution ;
- L'intitulé de la prestation ;
- Le montant du bon de commande en € HT et TTC ;
- Les coordonnées des « contacts » de l'Organisme et du Titulaire ;
- La date de la commande avec le nom et la signature du représentant de l'Organisme.

Article 16- Modifications du contrat en cours d'exécution

- **Modification de faibles montants :**

Dans le respect des articles R.2194-8 et R.2194-9 du Code de la commande publique, l'Organisme se réserve la possibilité d'introduire au présent marché des modifications, dont le montant total cumulé est limité au taux d'augmentation suivant :

- 10 % du montant initial pour les marchés de fournitures courantes et de services.

- **Modification en cas de circonstances imprévues :**

En application de l'article R2194-5 du même code, le marché pourra être modifié pour les motifs ci-dessous, sous réserve que le montant de chaque modification ne dépasse pas une augmentation de 50% du montant initial du marché :

- lorsque des prestations supplémentaires, non prévues initialement, sont devenues nécessaires durant l'exécution du marché, sous condition que le changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du présent marché initial.

- lors de la survenance de circonstances imprévues et extérieures aux parties qui viennent bouleverser de manière temporaire les conditions économiques du marché, sous réserve que le lien entre la hausse des charges extracontractuelles supportées et l'évolution des coûts de la prestation soient justifiées.

L'Organisme et le Titulaire se rencontrent afin de définir les nouvelles conditions tarifaires qui devront être économiquement acceptables par les deux parties.

Toute modification apportée dans le cadre de cet article est formalisée par un avenant au marché.

Article 17- Clause de financement

Avance forfaitaire :

Il sera fait application des articles R.2191-3 et suivants, du code de la commande publique.

En cas d'avance, le Pouvoir Adjudicateur a choisi de fixer le taux de l'avance à 5%.

Nantissement et cession de créance :

En cas de cession de créance, l'Organisme remet au Titulaire, à sa demande, un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Ce certificat de cessibilité est remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire, en tant que pièce justificative pour le paiement.

S'il est procédé à une modification dans la désignation du comptable ou dans les conditions du règlement du marché, l'Organisme annote le certificat de cessibilité d'une mention constatant la modification.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le certificat de cessibilité est délivré à chaque entreprise dans la limite du montant des prestations qui lui sont confiées, dans le cas d'un groupement solidaire, il est délivré un certificat de cessibilité au nom du groupement, dès lors que les prestations réalisées par les entreprises ne sont pas individualisées. Si les prestations sont individualisées, c'est à chaque entreprise qu'est délivré un certificat de cessibilité correspondant à la prestation qu'elle exécute.

Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre du marché notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire. Ce bénéficiaire encaisse seul, à compter de cette notification ou signification au comptable, le montant de la créance ou de la part de créance qui lui a été cédée ou donnée en nantissement.

En cas de sous-traitance prévue dès la passation du marché, le titulaire indique dans son offre la nature et le montant des prestations qu'il envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct. Ce montant est déduit du montant du marché pour déterminer le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement.

Article 18- Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les dispositions applicables en matière de pénalités sont celles décrites dans le présent article.

Dans le cas où le prestataire ne procède pas aux corrections sur lesquelles il s'est engagé lors de la mise au point décrite au sein du présent document, il sera appliqué une pénalité de **100 euros TTC par constat resté infructueux**, sans mise en demeure préalable.

Article 19- Résiliation

L'Organisme se réserve le droit de mettre un terme à l'accord-cadre pour les motifs suivants :

- **La résiliation de plein droit, n'ouvrant à aucun droit à indemnité :**

Ce type de résiliation intervient en cas de **force majeure** ou de **disparition du Titulaire** de l'accord-cadre (décès, faillite ou incapacité civile). Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

- **La résiliation pour motif d'intérêt général :**

L'Organisme se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre pour **motif d'intérêt général**, notamment après constatation évidente de la disparition du besoin remettant en question l'exécution de la prestation. Cette résiliation peut également être la résultante de garanties insuffisantes de la part du Titulaire pour remplir ses obligations.

Dans ce cas, le Titulaire a droit à une indemnité prenant en compte les dépenses engagées ainsi que le gain manqué. Le montant de ce dédommagement sera négocié par les parties et donnera lieu à la conclusion d'une transaction.

- **La résiliation pour faute du Titulaire :**

Outre les cas énumérés au chapitre 6 du CCAG-FCS, l'accord-cadre sera résilié **au tort du Titulaire** en cas de non-respect des obligations en termes de lutte contre le travail dissimulé ; et en cas de non-respect des dispositions du cahier des charges.

L'Organisme optera soit pour une résiliation simple soit pour une résiliation aux frais et risques du Titulaire. Dans ce dernier cas, à l'issue de l'article 36 du CCAG-FCS, l'Organisme fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix de l'accord-cadre sera à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

Dans tous les cas, le présent accord-cadre ne sera résilié qu'après que la mise en demeure du Titulaire de satisfaire à ses obligations ou de présenter ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la notification de cette mise en demeure. La mise en demeure restée sans effet entraîne de plein droit la résiliation de l'accord-cadre. Le Titulaire se verra adresser une décision de résiliation comportant les motifs, le type de résiliation et sa date d'effet.

Article 20- Litige

En matière de litiges relatifs au présent accord-cadre, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

Tout litige éventuel relatif à la passation de l'accord-cadre, sera soumis au Tribunal Judiciaire de Bordeaux - 30, rue des frères Bonie, 33000 Bordeaux.

Article 21- Dérogation au CCAG

Il est dérogé aux articles suivants :

- Article 11.4 du CCAG/FCS : Coefficient de révision.
- Article 14 du CCAG/FCS : Pénalités.
- Article 25 du CCAG/FCS : Clause de réexamen.

A Toulouse, le 12/02/2026

Jean-Charles PITEAU

*Le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de la
Haute-Garonne,
(Le pouvoir adjudicateur)*

